



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Bundesamt für Sozialversicherungen BSV

Circulaire sur l'allocation pour perte de gain en cas de mesures destinées à lutter contre le coronavirus – Corona-perte de gain (CCPG)

Valable à partir du 17 mars 2020

État au 17 septembre 2020

V7

318.713 f CCPG

09.20

Avant-propos

Le 16 mars 2020, le Conseil fédéral a annoncé qu'il renforçait les mesures prises pour lutter contre le coronavirus et déclaré la situation « extraordinaire » au sens de la loi sur les épidémies.

La présente circulaire règle l'allocation en cas de mesures destinées à lutter contre le coronavirus, décidée le 20 mars 2020 par le Conseil fédéral sur la base de l'[ordonnance sur les pertes de gain COVID-19](#).

Le champ d'application de cette allocation inclut quatre catégories de bénéficiaires :

- les salariés et les indépendants qui doivent interrompre leur activité lucrative parce que la garde de leurs enfants jusqu'à 12 ans par des tiers ne peut plus être assurée ;
- les personnes qui doivent interrompre leur activité lucrative parce que leur médecin ou les autorités ont ordonné leur mise en quarantaine ;
- les indépendants qui ont subi une perte de gain en raison de la fermeture de leur entreprise en vertu de l'[art. 6, al. 2, de l'ordonnance 2 COVID-19](#) ;
- les indépendants qui ont subi une perte de gain en raison de l'annulation d'une manifestation suite à l'interdiction décrétée par l'[art. 6, al. 2, de l'ordonnance 2 COVID-19](#).

L'allocation prévue a la forme d'une indemnité journalière équivalant à 80 % du revenu moyen réalisé avant l'interruption de l'activité lucrative. Du point de vue de l'organisation et de la procédure, elle s'inspire du régime des allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité. La présente circulaire porte sur les règles qui s'écartent de ce régime.

Ses dispositions concernent exclusivement le champ d'application décrit ci-dessus. Elles entrent en vigueur le 17 mars 2020 et leur validité est limitée à six mois.

Avant-propos à la version 2

Lors de sa séance du 16 avril 2020, le Conseil fédéral a décidé d'étendre le cercle des ayants droits à l'allocation pour perte de gain COVID-19.

Désormais, les parents d'enfants de moins de 20 ans en situation de handicap ont aussi droit à l'allocation, à condition que l'école spéciale que fréquente l'enfant ait été fermée et que celui-ci ne puisse donc plus être pris en charge. Cette décision concerne aussi les parents d'enfants qui perçoivent un supplément pour soins intenses de l'AI jusqu'à l'âge de 18 ans et dont l'école ou le centre de réadaptation a été fermé.

De plus, les personnes exerçant une activité lucrative indépendante qui subissent indirectement une perte de gain en raison des mesures prises par le Conseil fédéral, sans toutefois avoir dû fermer leur entreprise, peuvent désormais elles aussi avoir droit à l'allocation. Afin que seuls les cas de rigueur soient indemnisés, ce droit ne naît que lorsque le revenu soumis à l'AVS est situé entre 10 000 et 90 000 francs.

Le 21 mars 2020, le Conseil fédéral a en outre édicté une exception pour les cantons confrontés à des risques spécifiques. La présente circulaire a donc été adaptée en conséquence.

Elle a également été précisée et complétée sur la base des premières expériences faites avec la mise en œuvre de cette prestation et des retours des organes d'exécution. Par ailleurs, quelques modifications d'ordre rédactionnel ont été effectuées.

Avant-propos à la version 3

Lors de sa séance du 22 avril 2020, le Conseil fédéral a adopté des premières mesures d'assouplissement permettant à certains établissements de reprendre leurs activités à partir du 27 avril 2020.

D'autres mesures d'assouplissement ont été décidées le 29 avril, date à laquelle le Conseil fédéral a défini le type d'entreprises qui pouvaient rouvrir leurs portes à compter du 11 mai 2020.

Par ailleurs, le Conseil fédéral a décidé d'accorder jusqu'au 16 mai 2020 l'allocation pour perte de gain COVID-19 à tous les indépendants autorisés à reprendre leurs activités le 27 avril ou le 11 mai 2020. Par cette décision, il garantit l'égalité de traitement des indépendants touchés par la fermeture de l'entreprise et de ceux touchés indirectement (cas de rigueur), pour lesquels la durée du droit avait été fixée d'emblée jusqu'au 16 mai 2020.

Les indépendants dont l'entreprise doit rester fermée au-delà du 11 mai 2020 sont appelés à s'adresser par voie postale ou électronique à leur caisse de compensation pour demander le maintien de l'allocation pour perte de gain. Les caisses de compensation informent les personnes concernées. Cette disposition s'applique aussi aux travailleurs indépendants qui ne peuvent pas reprendre leur activité pour cause d'absence ou d'insuffisance du plan de protection.

Le droit à l'allocation pour perte de gain lorsque la garde des enfants par des tiers n'est pas assurée est également maintenu au-delà du 11 mai 2020, à condition que les parents puissent prouver que l'absence de garde les oblige à suspendre leur activité lucrative. Enfin, le droit à l'allocation est maintenu en cas de quarantaine ordonnée par un médecin ou une autorité.

Jusqu'à nouvel avis, les ayants droit concernés par l'interdiction de manifestations bénéficient d'une allocation pendant toute la durée de la perte de gain.

La présente circulaire a été complétée et adaptée pour tenir compte de ces décisions. En outre, les bases de calcul de l'allocation destinée aux indépendants ont été précisées et quelques modifications d'ordre rédactionnel ont été effectuées.

Avant-propos à la version 4

Le calcul de l'allocation pour les salariés travaillant à temps partiel ou pour les personnes ayant une perte de gain partielle parce que la garde des enfants par des tiers n'est plus assurée a soulevé certaines questions de la part des organes d'exécution. Suivant l'aménagement du temps de travail, le calcul peut déboucher sur des montants différents étant donné que l'indemnité journalière est calculée sur la base d'une semaine de cinq jours de travail. Ainsi, un salarié qui accomplit son travail en moins de cinq jours pourrait obtenir une allocation qui ne représente pas 80 % de son revenu du travail converti en gain journalier.

La présente version de la circulaire tient compte de ces situations et adapte en conséquence le calcul de l'allocation.

Désormais, 80 % de la perte de gain pour l'ensemble de la période concernée devront être indemnisés, et non plus seulement 80 % pour les jours concernés. Un exemple de calcul figure au chiffre correspondant de la présente circulaire.

En outre, les modalités des demandes d'allocation présentées par l'employeur ont été précisées.

Avant-propos à la version 5

Le 27 mai 2020, le Conseil fédéral a adopté de nouvelles mesures d'assouplissement et a décidé de permettre à toutes les entreprises de reprendre largement leur activité le 6 juin 2020, sous réserve du respect des mesures d'hygiène et de distanciation sociale. Il a également levé les recommandations destinées aux personnes à risque, ce qui implique des changements notamment pour la garde des enfants. À partir du 22 juin 2020, les manifestations rassemblant jusqu'à 1000 personnes sont de nouveau autorisées.

Avec cet assouplissement, le droit des indépendants à l'allocation pour perte de gain COVID-19 en raison de la fermeture de leur entreprise s'éteint le 5 juin 2020. Font exception les indépendants dont l'entreprise ne peut appliquer le plan de protection et doit de ce fait rester fermée.

Le droit à l'allocation en raison de l'interdiction des manifestations reste en vigueur jusqu'à nouvel ordre, même si les petites manifestations sont de nouveau autorisées.

Avec la réouverture des écoles le 11 mai 2020 et la levée des recommandations aux personnes à risque (concernant la garde des enfants), le droit à l'allocation en raison de l'impossibilité de faire garder les enfants par des tiers subsiste jusqu'au 5 juin 2020 au plus tard. Les parents qui restent concernés par le problème, par exemple parce que l'école n'a que partiellement rouvert ou que l'institution d'accueil de jour est toujours fermée, peuvent faire valoir le droit à l'allocation sur présentation d'un justificatif approprié.

Lors de sa séance du 19 juin 2020, le Conseil fédéral a décidé que tous les droits à l'allocation pour perte de gain COVID-19 s'éteindraient au plus tard le 16 septembre 2020. Ainsi, en dérogation à l'art. 24 LPGA, tout droit à cette allocation sera réputé intégralement acquitté à cette date et il sera impossible de le faire valoir ultérieurement.

Les décisions susmentionnées sont marquées de l'indication 06/20 dans la présente version de la circulaire.

Avant-propos à la version 6

Le 1. Juillet 2020, le Conseil fédéral a décidé de prolonger jusqu'au 16 septembre 2020 le droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19 des personnes exerçant une activité lucrative indépendante qui subissent une perte de gain en raison des mesures de lutte contre le coronavirus.

Cette décision concerne les indépendants ayant dû fermer leur entreprise et ceux touchés indirectement par les mesures (cas de rigueur). Le versement de l'allocation pour perte de gain est également prolongé jusqu'au 16 septembre 2020 pour les indépendants concernés par l'interdiction de manifestations.

De ce fait, dans les cas où le versement de l'allocation a été suspendu, il convient de le reprendre et de le maintenir jusqu'au 16 septembre 2020. Les indépendants qui ont pu reprendre leurs activités le 27 avril ou le 11 mai 2020 et n'ont donc plus bénéficié de l'allocation à partir du 16 mai 2020 ont droit au versement rétroactif de l'allocation pour cette période. Il en va de même pour les bénéficiaires dont le droit a pris fin le 5 juin 2020 en vertu des mesures d'assouplissement.

Un droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19 est aussi introduit pour les personnes qui travaillent dans le domaine de l'événementiel et qui ont une position assimilable à celle d'un employeur, ainsi que pour leurs conjoints ou leurs partenaires enregistrés qui travaillent dans l'entreprise. Jusqu'au 31 mai 2020, ces personnes ont pu toucher une indemnité pour réduction de l'horaire de travail. À partir du 1^{er} juin 2020, elles peuvent faire valoir un droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19 à condition que le revenu de leur activité lucrative soumis aux cotisations l'AVS en 2019 soit compris entre 10 000 et 90 000 francs.

Des modifications supplémentaires sont rendues nécessaires par les recommandations du Conseil fédéral et par la mise en place de l'application SwissCovid de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP).

La présente version de la circulaire a été complétée en conséquence. Les chiffres concernés étant indiqués par la mention 07/20. À titre d'orientation, une liste des entreprises relevant du domaine de l'événementiel et pouvant éventuellement bénéficier de la nouvelle allocation a été dressée.

Avant-propos à la version 7

L'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19 était fondée sur le droit de nécessité ; sa durée de validité était de six mois, soit du 17 mars au 16 septembre 2020.

Afin de créer la base légale permettant de prolonger la durée de validité de cette ordonnance au-delà du 16 septembre, le Conseil fédéral a adopté la loi COVID-19. L'ordonnance n'est donc plus fondée sur le droit de nécessité, mais sur une base légale explicite. Elle a été adaptée de sorte à tenir compte de la situation actuelle de lutte contre la pandémie, à savoir que les cantons sont à nouveau souverains en la matière.

L'interdiction fédérale des manifestations de plus de 1000 personnes reste valable jusqu'au 30 septembre. Après cette date, il appartiendra aux cantons d'adopter les mesures et dispositions nécessaires si le nombre de nouvelles infections devait à nouveau augmenter. L'ordonnance tient compte du fait que les cantons sont désormais habilités, entre autres, à ordonner la fermeture d'entreprises publiques et privées ainsi qu'à limiter le nombre de personnes par manifestation.

Conformément à l'ordonnance, dès le 17 septembre 2020, ont droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19 :

- les personnes indépendantes qui doivent fermer leur entreprise en raison de mesures cantonales ou fédérales ou restreindre de manière significative leur activité et qui subissent de ce fait une perte de gain ;
- les personnes indépendantes dont la manifestation a été annulée en raison des mesures de lutte contre le coronavirus, n'a pas été autorisée par une autorité cantonale ou ne peut avoir lieu en raison de mesures fédérales, , pour autant qu'elles subissent une perte de gain ;
- les parents qui subissent une perte de gain en raison de l'impossibilité de faire garder leurs enfants, par exemple si l'école ou le jardin d'enfants est fermé temporairement, mis en quarantaine ou que la personne s'occupant de l'enfant est mise en quarantaine ;

- les personnes mises en quarantaine sur l'ordre d'un médecin ou des autorités.

La présente version de la circulaire a été complétée en conséquence. Les chiffres concernés sont indiqués par la mention 09/20. Par ailleurs, quelques modifications d'ordre rédactionnel ont été effectuées. La présente version (7) s'applique aux droits visés par la version de l'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19 entrant en vigueur le 17 septembre 2020. Pour les droits visés par l'ordonnance en vigueur jusqu'au 16 septembre 2020, les versions 1 à 6 s'appliquent.

Table des matières

Abréviations.....	13
1. Dépôt de la demande	15
1.1 Exercice du droit et examen de la demande.....	15
1.2 Personnes légitimées à présenter une demande	16
1.2.1 Principe	16
1.3 Indications fournies avec la demande	16
1.3.1 Personnes exerçant une activité salariée	17
1.3.2 Personnes exerçant une activité indépendante	18
2. Caisse de compensation compétente	18
3. Conditions	19
3.1 Conditions générales.....	19
3.1.1 Personnes exerçant une activité salariée	20
3.1.2 Personnes exerçant une activité indépendante	21
3.1.3 Abrogé	21
3.1.4 Assurés à titre obligatoire.....	21
3.2 Conditions d'octroi particulières.....	22
3.2.1 Droit fondé sur la suspension de la garde assurée par des tiers	22
3.2.2 Droit fondé sur la mise en quarantaine.....	24
3.2.3 Droit fondé sur l'interdiction de manifestations oder deren Absage aufgrund von Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus.....	25
3.2.4 Droit fondé sur la fermeture de l'entreprise.....	25
3.2.5 Abrogé	26
3.2.6 Abrogé	26
3.3 Subsidiarité et concours de droits	26
3.4 Début du droit à l'allocation	27
3.5 Fin du droit.....	28
3.6 Perception de l'allocation	28
4. Montant de l'allocation	29
4.1 Principe	29
4.2 Tables des allocations.....	30
5. Détermination du revenu précédant le début du premier droit à l'allocation.....	30

5.1	Personnes exerçant une activité salariée	30
5.2	Personnes exerçant une activité indépendante	31
5.3	Personnes qui exercent à la fois une activité salariée et une activité indépendante	32
5.4	Abrogé	32
6.	Fixation et paiement de l'allocation	32
6.1	Imposition de l'allocation et communication aux autorités fiscales	33
6.1.1	Procédure d'imposition à la source	34
7.	Comptabilité et mouvements de fonds.....	35
8.	Inscription dans le compte individuel (CI).....	35
9.	Indemnisation des caisses	35
10.	Cession, saisie, restitution, compensation, remise de l'obligation de restituer et amortissement	35
11.	Cotisations au régime des APG	36
12.	Dispositions d'ordre organisationnel et contentieux .	36
13.	Entrée en vigueur.....	36
Annexe I	37

Abréviations

AELE	Association européenne de libre-échange
AI	Assurance-invalidité
ATF	Arrêt du Tribunal fédéral
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
CC	Code civil suisse
ch.	chiffre
chap.	chapitre
DAA	Directives sur l'assujettissement aux assurances AVS/AI
DAPG	Directives concernant le régime des allocations pour perte de gain pour les personnes faisant du service et en cas de maternité
DR	Directives concernant les rentes [de l'assurance vieillesse, survivants et invalidité fédérale]
LAPG	Loi sur les allocations pour perte de gain
LAVS	Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants
LCA	Loi fédérale sur le contrat d'assurance
LPGA	Loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
Ordonnance 2 COVID-19	Ordonnance 2 sur les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19)

UE

Union européenne

1. Dépôt de la demande

1.1 Exercice du droit et examen de la demande

- 1001 L'ayant droit fait valoir son droit à l'allocation au moyen du formulaire « Demande d'allocation pour perte de gain en cas de coronavirus ».
- 1001.1 Abrogé
09/20
- 1001.2 Les personnes ayant droit à l'allocation après le 16 septembre 2020 utilisent le formulaire :
09/20
 - 318.579 pour la quarantaine, l'impossibilité de faire garder les enfants, la fermeture d'entreprise et l'interdiction de manifestation décidées par le canton ou la Confédération respectivement leur annulation en raison de mesures de lutte contre le coronavirus (indépendants uniquement).
- 1001.3 Si la fermeture d'entreprise décidée par le canton ou la
09/20 Confédération dure plus de 30 jours, une nouvelle demande de prestation, accompagné des justificatifs requis, doit être déposée.
- 1002 Chaque parent qui sollicite une allocation parce que la garde de ses enfants par des tiers n'est plus assurée présente une demande.
- 1003 La caisse de compensation examine, après réception de la demande, si l'autre parent a déjà présenté une demande pour la même raison auprès de sa propre caisse de compensation.
- 1004 La caisse de compensation examine si une demande a déjà été déposée en raison d'un autre motif prévu par l'[ordonnance sur les pertes de gain COVID-19](#).
- 1005 Pour les allocations octroyées aux salariés, une copie de la communication du paiement est envoyée à l'employeur.

1005.1 Abrogé
07/20

1.2 Personnes légitimées à présenter une demande

1.2.1 Principe

1006 L'exercice du droit appartient en principe à l'ayant droit. Si
04/20 cette personne est mineure ([art. 14 CC](#)) ou si elle est sous
une curatelle de portée générale ([art. 398 CC](#)), le droit
s'exerce par l'intermédiaire du représentant légal. Si l'em-
ployeur continue de verser le salaire, il peut lui-même faire
valoir le droit à l'allocation.

1006.1 Lorsque l'employeur fait valoir un droit à l'allocation, il peut
05/20 le faire au moyen d'une annonce groupée pour tous ses
salariés. Cette annonce doit comprendre les mêmes indi-
cations que celles devant être fournies avec le formulaire
d'annonce officiel.

1.3 Indications fournies avec la demande

1007 L'ayant droit doit documenter toutes les indications figurant
dans sa demande.

1008 Doivent être joints à la demande :
09/20

- pour les personnes assumant des tâches de garde : l'at-
testation de la suspension de la garde assurée par des
tiers, fournie par la structure d'accueil (excepté pour
l'école maternelle et l'école ordinaire jusqu'au 10 mai
2020) ;
- pour les personnes exerçant leur activité lucrative depuis
leur domicile et devant l'interrompre en partie ou en tota-
lité car elles doivent garder leurs enfants, l'attestation de
la perte de gain ;
- pour les enfants et les jeunes en situation de handicap,
l'attestation de la fermeture de l'école spéciale ou du
centre de réadaptation ;

- pour les enfants et les jeunes en situation de handicap et percevant un supplément pour soins intenses, l'attestation du versement du supplément pour soins intenses ;
- pour les personnes placées en quarantaine : l'attestation de la mise en quarantaine (certificat médical) ;
- pour les personnes dont la manifestation est interdite en vertu de [l'art. 6 de l'ordonnance sur les mesures destinées à lutter contre l'épidémie de COVID-19 en situation particulière](#) ou d'une décision cantonale, l'attestation de la manifestation annulée (contrat, confirmation de commande, annonce de manifestation).

1008.1
09/20 À partir du 16 septembre 2020, toute demande d'allocation doit comprendre :

- l'attestation de la fermeture de la structure d'accueil (école, jardin d'enfant, crèche, etc.) décidée par le canton ou la Confédération ;
- l'attestation de la quarantaine ordonnée par un médecin ou une autorité ;
- l'attestation de l'interdiction cantonale d'organiser une manifestation après le 1^{er} octobre 2020 ;
- l'attestation de la fermeture d'entreprise ou de la mesure décidée par le canton ou la Confédération.

1.3.1 Personnes exerçant une activité salariée

1009
09/20 Les salariés joignent à leur demande les décomptes de salaire des trois derniers mois précédant l'interruption de l'activité lucrative et indiquent le nombre de jours pour lesquels l'allocation est demandée. L'éventuel 13^e mois est pris en compte.

1009.1
04/20 Les personnes pouvant exercer leur activité lucrative à domicile mais subissant tout de même une perte de gain partielle doivent justifier l'existence de cette dernière au moyen d'une attestation de l'employeur.

1010
04/20 Après la première demande, l'ayant droit ou son employeur indique chaque mois, au moyen d'un formulaire supplémentaire ou d'une simple communication, le nombre de

jours supplémentaires devant être indemnisés en raison de la suspension de la garde assurée par des tiers. Il n'est pas nécessaire de présenter une nouvelle demande.

1011 Les ayants droit travaillant pour plusieurs employeurs déposent la demande auprès d'une seule caisse de compensation et y annexent les décomptes de salaire de chaque employeur et les éventuelles pièces justificatives (ch. 1008)

1011.1 Abrogé
09/20

1.3.2 Personnes exerçant une activité indépendante

1012 Concernant l'allocation en cas de suspension de la garde assurée par des tiers, les personnes ayant une activité indépendante indiquent dans la demande les jours pour lesquels l'allocation est souhaitée.

1013 04/20 Après la première demande, l'ayant droit indique, au moyen d'un formulaire supplémentaire ou d'une simple communication, le nombre de jours supplémentaires devant être indemnisés en raison de la suspension de la garde assurée par des tiers. Il n'est pas nécessaire de présenter une nouvelle demande.

1014 04/20 Les jours nécessitant une indemnisation pour des raisons autres qu'une quarantaine ou que la suspension de la garde assurée par des tiers ne doivent pas être communiqués individuellement. Dans ce cas, 30 ou 31 indemnités journalières sont versées par mois.

2. Caisse de compensation compétente

1015 Est compétente pour la fixation et le paiement de l'allocation la caisse de compensation qui, conformément à la LAVS, a perçu les cotisations sur le revenu déterminant pour le calcul de l'allocation. Ainsi, pour le salarié, est com-

pétente la caisse de compensation à laquelle son employeur était affilié et, pour le travailleur indépendant, la caisse à laquelle les cotisations sont dues.

- 1016 Si plusieurs caisses de compensation sont compétentes pour percevoir des cotisations parce que la personne exerce simultanément différentes activités lucratives, est compétente pour la fixation et le paiement de l'allocation :
- la caisse de compensation de l'employeur auprès duquel la première demande a été acheminée ;
 - la caisse de compensation à laquelle la personne doit verser les cotisations en tant qu'indépendant.
- 1017 Si les deux parents font valoir le droit à l'allocation parce que la garde de leurs enfants assurée par des tiers est suspendue, est compétente la caisse de compensation qui verse l'indemnité pour le premier jour.
- 1017.1 04/20 La caisse de compensation ayant versé la première indemnité reste compétente par la suite.

3. Conditions

3.1 Conditions générales

- 1018 Les conditions générales qui suivent et les conditions particulières respectives (chap. 3.2) doivent être remplies cumulativement.
- 1019 Ont droit à l'allocation les personnes qui, au moment de l'interruption de leur activité lucrative :
- sont salariées au sens de l'[art. 10 LPGA](#), ou
 - exercent une activité lucrative indépendante au sens de l'[art. 12 LPGA](#), et
 - sont assurées à titre obligatoire en vertu de la LAVS.
- 1020 Le droit à l'allocation n'est pas lié à un âge minimal ou maximal. Si toutes les conditions d'octroi sont remplies, même des personnes mineures (par ex. apprentis) ou qui

ont atteint l'âge ordinaire de la retraite ont droit à l'indemnité.

- 1020.1 09/20 Il est possible de faire valoir jusqu'au 16 septembre le droit aux allocation pour perte de gain COVID-19 fondé sur la version de l'ordonnance en vigueur jusqu'à cette date ; ce droit prend naissance au plus tard le 16 septembre 2020. En dérogation à l'art. 24 LPGA, aucun droit ne peut prendre naissance après cette date. Pour les droits octroyés en raison d'une quarantaine, les dispositions transitoires s'appliquent. Il est possible de faire valoir jusqu'au 31 décembre 2021 le droit à l'allocation octroyée en raison d'une quarantaine et sur la base de la version de l'ordonnance en vigueur jusqu'au 16 septembre 2020. Ainsi, les personnes concernées par une mesure de quarantaine peu avant l'expiration du droit en vigueur sont mises sur un pied d'égalité avec celles qui interrompent leur activité lucrative en raison d'une quarantaine après le 16 septembre 2020.
- 1020.2 09/20 Le droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19 fondé sur la version de l'ordonnance en vigueur depuis le 17 septembre 2020 prend naissance au plus tôt à partir de cette date et vaut pour toute la durée de la mesure.
- 1020.3 09/20 En dérogation à l'art. 24 LPGA, il est possible de faire valoir jusqu'au 31 décembre 2021 le droit à l'allocation octroyée sur la base de la version de l'ordonnance en vigueur à partir du 17 septembre 2020.

3.1.1 Personnes exerçant une activité salariée

- 1021 L'assuré est considéré comme salarié s'il fournit un travail pour lequel il perçoit un salaire déterminant au sens de la LAVS.
- 1022 Par salaire déterminant, on entend toute rémunération versée pour un travail déterminé (cf. [Directives sur le salaire déterminant dans l'AVS, AI et APG](#)). Peu importe que ce

travail soit accompli dans un but lucratif ou dans un objectif idéal ou d'utilité publique.

- 1023 Pour déterminer si l'assuré est réputé salarié, le contrat de travail ou la situation juridique y relative font foi.

3.1.2 Personnes exerçant une activité indépendante

- 1024 Sont considérées comme exerçant une activité indépendante les personnes qui perçoivent des revenus non obtenus dans le cadre d'une activité salariée.

- 1025 L'élément déterminant est que la caisse de compensation ait reconnu à ces personnes le statut d'indépendant. Le fait qu'elles soient affiliées à la caisse de compensation en qualité d'indépendant suffit en principe pour que ce statut leur soit reconnu.

3.1.3 Abrogé

- 1025.1 Abrogé
09/20

- 1025.2 Abrogé
09/20

- 1025.3 Abrogé
09/20

3.1.4 Assurés à titre obligatoire

- 1026 Conformément à l'[art. 1a, al. 1, LAVS](#), sont assurés les personnes physiques qui ont leur domicile civil en Suisse et y exercent une activité lucrative, ainsi que les ressortissants suisses qui travaillent à l'étranger au service de la Confédération ou dans une institution désignée par le Conseil fédéral.

- 1027 En ce qui concerne l'obligation d'assurance et la qualité d'assuré, sont applicables les Directives sur l'assujettissement aux assurances AVS et AI ([DAA](#)).
- 1028 Selon les règles de coordination de l'Accord sur la libre circulation des personnes conclu entre la Suisse et l'UE/AELE, une personne soumise à cet accord n'est en principe assujettie qu'à la sécurité sociale d'un seul pays, celui dans lequel elle exerce son activité lucrative. Lorsqu'une personne exerce plusieurs activités dans plusieurs pays dont le pays de domicile, elle est assurée uniquement dans son pays de domicile. Des exceptions à ces règles existent toutefois notamment avec certains pays et en cas d'activité indépendante. Pour déterminer la qualité d'assuré dans des cas de figure particuliers, il faut se référer aux [DAA](#).

3.2 Conditions d'octroi particulières

3.2.1 Droit fondé sur la suspension de la garde assurée par des tiers

- 1029
09/20 Ont droit à l'allocation les parents d'enfants jusqu'à l'âge de 12 ans qui doivent interrompre leur activité lucrative parce que la garde de leurs enfants par des tiers n'est plus assurée en raison d'une fermeture temporaire de la structure d'accueil ou d'une quarantaine du fait des mesures prises par les autorités en vertu des art. 6, al. 2, let. a et b, 35 ou 40 de la loi fédérale sur la lutte contre les maladies transmissibles de l'homme (loi sur les épidémies, LEp).
- 1029.1
04/20 Cette disposition s'applique par analogie :
- aux parents d'enfants mineurs qui ont droit à un supplément pour soins intenses de l'AI et dont l'école ou le centre de réadaptation a été fermé ;
 - aux parents d'enfants de moins de 20 ans fréquentant une école spéciale qui a été fermée.
- 1029.2
04/20 S'il peut exercer son activité lucrative depuis son domicile (télétravail), un parent a droit à l'allocation uniquement s'il

doit réduire partiellement ou totalement son taux d'occupation parce qu'il ne peut plus faire garder ses enfants par des tiers et subit ainsi une perte de gain. Cette perte de gain doit être prouvée (réduction de l'activité ou du taux d'occupation).

- 1030
09/20 Les tiers assurant la garde peuvent être des crèches, des écoles maternelles ou des écoles primaires. Les parents ont également droit à l'allocation lorsque l'accueil extrafamilial assuré par des individus (grand-parent, maman de jour, etc.) est suspendu en raison d'une quarantaine ordonnée par un médecin ou une autorité.
- 1030.1
09/20 Abrogé
- 1031
09/20 Les parents n'ont pas droit à l'allocation au cours des vacances scolaires officielles, sauf si l'accueil aurait dû être assuré par une personne ou une structure fermée ou mise en quarantaine sur ordre d'un médecin ou d'une autorité. Cela s'applique par analogie aux écoles spéciales et aux institutions pour enfants et jeunes en situation de handicap. Si les vacances de la structure (crèche, etc.) qui aurait dû assurer l'accueil sont plus courtes que les vacances scolaires officielles, les parents n'ont pas droit à l'allocation uniquement pendant les vacances de la structure.
- 1031.1
09/20 Abrogé
- 1032
09/20 Abrogé
- 1033 Les parents nourriciers ont droit à l'allocation s'ils ont recueilli l'enfant de manière permanente et gratuitement afin de s'en occuper et de l'éduquer (ch. 3310 [DR](#)).
- 1034 Si, pendant les mesures prévues par l'[ordonnance 2 COVID-19](#), l'enfant recueilli retourne vivre chez un de ses pa-

rents biologiques, le droit des parents nourriciers à l'allocation s'éteint. Si les conditions sont remplies, un nouveau droit à l'allocation naît pour les parents biologiques.

3.2.2 Droit fondé sur la mise en quarantaine

- 1035
09/20 Ce droit concerne les personnes n'étant pas elles-mêmes malades mais ayant été mises en quarantaine car elles ont été en contact avec une personne testée positive au coronavirus ou soupçonnée d'être infectée, ou les personnes revenant en Suisse en provenance d'une région à risque et ayant de ce fait été mises en quarantaine par les autorités.
- 1035.1
09/20 Les personnes qui se rendent dans une région à risque au sens de l'ordonnance COVID-19 mesures dans le domaine du transport international de voyageurs à partir du 6 juillet 2020 et qui doivent être placées en quarantaine après leur retour en Suisse n'ont pas droit à l'allocation pour perte de gain COVID-19.
- 1035.2
09/20 Les personnes mises en quarantaine sans faute de leur part peuvent prétendre à l'allocation. Par « sans faute », on entend le fait, au moment du départ, que la destination n'était pas sur la liste des États et des territoires à risque et qu'aucune annonce officielle ne pouvait laisser penser que la destination serait inscrite sur la liste pendant le voyage. Cette liste est mise à jour régulièrement et disponible sur le site Internet de l'OFSP.
- 1036 La quarantaine doit être ordonnée par le médecin ou par les autorités. L'auto-confinement ne donne pas droit à l'allocation.
- 1036.1
07/20 Si une personne se place en isolement après avoir reçu une alerte de l'application SwissCovid de l'OFSP, elle n'a droit à l'allocation que si la quarantaine a été ordonnée par un médecin ou par une autorité après des examens complémentaires. La seule alerte ne donne pas droit à l'allocation.

3.2.3 Droit fondé sur l'interdiction ou l'annulation de manifestations en raison de mesures de lutte contre le coronavirus

- 1037
09/20 Ont droit à l'allocation les personnes exerçant une activité indépendante qui, en raison d'une mesure prise en vertu des art. 6, al. 2, let. a et b, et 40 LEp ou de l'absence d'autorisation cantonale, ont dû annuler une manifestation et ont subi de ce fait une perte de gain.
- 1038 On entend par manifestation toute manifestation publique ou privée, rencontre sportive ou activité associative dans le cadre de laquelle l'ayant droit exerce une activité lucrative indépendante. Cela peut concerner, par exemple, des musiciens, des artistes indépendants ou des auteurs.
- 1039 Ont également droit à l'allocation les indépendants qui, en raison de l'annulation d'une manifestation, n'ont pas pu exécuter un mandat ou fournir des services pour cette manifestation ou dans le cadre de celle-ci. Cela peut concerner, par exemple, les fournisseurs, les constructeurs de stands, les techniciens de scène ou les monteurs de tentes.
- 1040
09/20 Abrogé
- 1040.1
09/20 Les personnes touchées après le 16 septembre 2020 par une interdiction de manifestation cantonale ou fédérale ou par l'annulation de manifestations en raison de mesures de lutte contre le coronavirus peuvent faire valoir leur droit à l'allocation sur présentation des justificatifs requis.

3.2.4 Droit fondé sur la fermeture de l'entreprise

- 1041
09/20 Peuvent prétendre à l'allocation les indépendants qui subissent une perte de gain par suite d'une fermeture d'entreprise fondée sur les art. 6, al. 2, let. a et b, et 40 LEp ou or-

donnée par un canton, ainsi que les personnes qui, en raison de telles mesures doivent restreindre de manière significative leur activité lucrative.

- 1041.1 Les indépendants qui doivent fermer leur entreprise sur décision cantonale en raison d'un plan de protection insuffisant ou inexistant n'ont pas droit à l'allocation.
09/20

3.2.5 Abrogé

- 1041.2 Abrogé
09/20

- 1041.3 Abrogé
09/20

3.2.6 Abrogé

- 1041.4 Abrogé
09/20

- 1041.5 Abrogé
09/20

3.3 Subsidiarité et concours de droits

- 1042 L'allocation est octroyée subsidiairement aux prestations des assurances sociales (et notamment à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail) et aux prestations des assurances régies par la LCA, par ex. une assurance privée d'indemnités journalières en cas de maladie.
- 1043 Une indemnité par personne et par jour de perception est versée seulement pour un motif reconnu (suspension de la garde assurée par des tiers, quarantaine, interdiction de manifestation ou fermeture d'entreprise).
09/20
- 1044 En cas de suspension de la garde assurée par des tiers, les parents ne touchent qu'une seule indemnité par jour, car la garde peut être partagée.

-
- 1045 Abrogé
04/20
- 1046 Si l'un des parents a déjà droit à l'allocation pour un motif autre que la suspension de la garde assurée par des tiers (quarantaine, interdiction de manifestation ou fermeture d'entreprise), l'autre parent n'a pas droit à l'allocation pour ce motif de garde des enfants si le premier parent peut les garder du fait de l'interruption de son activité lucrative.
09/20
- 1047 En revanche, les allocations octroyées en raison d'une mise en quarantaine, d'une interdiction des manifestations ou d'une fermeture d'entreprise peuvent être perçues pour le même jour par les deux parents.
09/20

3.4 Début du droit à l'allocation

- 1048 Le droit à l'allocation prend naissance au plus tôt le 17 septembre 2020.
09/20
- 1049 Pour les personnes assumant des tâches de garde, le droit à l'allocation prend effet le quatrième jour suivant celui où les conditions énumérées à l'[art. 2 de l'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19](#) sont remplies. Le délai de carence de trois jours s'applique aux employés à temps plein et à ceux à temps partiel ; il peut s'agir de trois jours consécutifs ou de jours individuels, mais ils font l'objet d'une déduction unique.
09/20
- 1050 Pour les personnes mises en quarantaine ou touchées par l'interdiction des manifestations ou par une fermeture d'entreprise, le droit à l'allocation prend naissance au moment où toutes les conditions énumérées à l'[art. 2 de l'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19](#) sont remplies, mais au plus tôt le 17 septembre 2020.
09/20
- 1050.1 Abrogé
09/20

1050.2 Abrogé
07/20

3.5 Fin du droit

1051 Le droit s'éteint au plus tard lorsque le droit aux indemnités journalières est épuisé ou, en dérogation à l'art. 24, al. 1, LPGA, au plus tard le 31 décembre 2021.
09/20

1052 Le droit s'éteint prématurément :
- en cas de résiliation du contrat de travail ;
- en cas de cessation de l'activité indépendante ;
- en cas de retour de l'enfant recueilli chez un de ses parents biologiques ;
- en cas de décès de l'enfant ;
- en cas de décès de l'ayant droit.

1052.1 Il faut faire valoir les droits qui prennent naissance après le
07/20 16 septembre 2020 le 31 décembre 2021 au plus tard.

1052.2 Abrogé
07/20

1052.3 Abrogé
07/20

1052.4 Abrogé
09/20

3.6 Perception de l'allocation

1053 Les personnes mises en quarantaine perçoivent au maximum dix indemnités journalières, et ce sur une période non interrompue.

1054 Abrogé
09/20

- 1055 Les personnes qui ont droit à l'allocation parce que la garde de leurs enfants par des tiers n'est plus assurée touchent deux indemnités journalières supplémentaires par tranche de cinq indemnités.
- 1056
09/20 Le nombre d'indemnités journalières perçues par les personnes exerçant une activité indépendante qui subissent une perte de gain en raison de la suspension de la garde assurée par des tiers (chap. 3.2.1), d'une interdiction de manifestations (chap. 3.2.3) ou d'une fermeture de l'entreprise (chap. 3.2.4) n'est pas limité. 30 ou 31 indemnités journalières sont versées par mois entier.

4. Montant de l'allocation

4.1 Principe

- 1057 Le revenu moyen de l'activité lucrative est déterminé sur la base du revenu moyen soumis aux cotisations AVS obtenu avant le début du droit à l'allocation.
- 1058
05/20 Le montant de l'allocation s'élève à 80 % du revenu moyen perçu par l'ayant droit immédiatement avant l'interruption de son activité lucrative. Pour le calcul de l'indemnité journalière, le revenu mensuel soumis à cotisation dans l'AVS est divisé par 30, par analogie avec les prescriptions régissant le calcul des APG en cas de service ou de maternité.
- 1058.1
05/20 Lorsque l'allocation est demandée parce que la garde des enfants par des tiers n'est plus assurée, elle s'élève à 80 % de la perte de gain convertie en jours. L'ayant droit ou son employeur indique à la caisse de compensation compétente la période concernée par la perte de gain ainsi que le montant de la perte de gain subie en pour-cent ou en francs. L'indemnité journalière, calculée sur la base de la perte de gain indiquée en pour-cent ou en francs, est versée pour l'ensemble de la période concernée, et pas seulement pour les jours de travail considérés.

Exemple : un parent travaille habituellement du lundi au jeudi à un taux d'occupation de 80 % et pour un salaire mensuel de 4000 francs. La garde de ses enfants par des tiers n'étant plus assurée, il ne travaille plus que trois jours par semaine, ce qui entraîne une perte de gain de 25 % ou 1000 francs par mois. Le salarié a donc droit à une allocation s'élevant à 80 % de la perte de gain (soit 800 francs par mois ou, sous la forme d'indemnités journalières, de 26 fr. 65 par jour civil).

1058.2 06/20 La règle de calcul est la même pour les indépendants. Au total, l'allocation versée lorsque la garde des enfants par des tiers n'est plus assurée ne peut pas dépasser 80 % du revenu du travail soumis à cotisation dans l'AVS converti en revenu mensuel (revenu / 360 x 80 % x 30), soit 5880 francs.

1059 Aucune allocation pour enfant, pour frais de garde ou d'exploitation n'est accordée en sus.

1060 L'allocation est réduite dès lors que son montant dépasse 80 % du plafond prévu par [l'art. 16f LAPG](#) (196 francs).

4.2 Tables des allocations

1061 Les « [Tables pour la fixation des allocations journalières APG](#) » (318.116) (table maternité) éditées par l'OFAS s'appliquent également à la présente allocation.

5. Détermination du revenu précédant le début du premier droit à l'allocation

5.1 Personnes exerçant une activité salariée

1062 L'allocation pour des personnes salariées est calculée sur la base du dernier revenu du travail au sens de [l'art. 5 LAVS](#), obtenu avant l'interruption de l'activité lucrative et converti en gain journalier. Ne sont pas comptés dans ce calcul les jours durant lesquels la personne salariée n'a

pas perçu de rémunération ou n'a obtenu qu'un revenu réduit en raison d'une maladie, d'un accident, d'une période de chômage ou de service au sens de l'[art. 1a LAPG](#) ou pour toute autre raison sans qu'il y soit de sa faute. Les ch. 5008 à 5040 [DAPG](#) s'appliquent par analogie.

- 1063 Pour les personnes ayant un revenu soumis à de fortes fluctuations, en dérogation aux ch. 5032, 5033 et 5035 [DAPG](#), l'allocation est calculée uniquement sur la base des revenus des trois derniers mois (ch. 1009).
- 1064 Pour les personnes qui, avant le début du premier droit à l'allocation, étaient en congé non payé, ont réduit leur taux d'occupation sans être en incapacité de travail ou ont augmenté leur taux d'occupation, l'allocation est calculée sur la base du dernier salaire mensuel, pour autant qu'il s'agisse d'un revenu régulier.

5.2 Personnes exerçant une activité indépendante

- 1065
09/20 En principe, la base de calcul de l'indemnité pour les indépendants correspond au revenu réalisé en 2019. Pour ce faire, c'est le revenu retenu pour le décompte des cotisations 2019 (acomptes de cotisation) qui est déterminant. Par contre, si, au moment où l'indemnité est déterminée, la taxation fiscale définitive pour 2019 est déjà disponible, celle-ci doit être prise comme base de calcul. Pour les ayants droit qui ont déjà perçu une indemnité fondée sur la version de l'ordonnance en vigueur jusqu'au 16 septembre 2020, la base de calcul reste la même.
- 1065.1
09/20 Abrogé
- 1066 Pour déterminer le revenu journalier moyen, le revenu annuel est divisé par 360.
- 1067 Si le revenu est réalisé sur une période inférieure à un an, la conversion en revenu journalier moyen se fait sur la base de la période d'activité effective ([ATF 133 V 431](#)). La

période d'activité effective doit être attestée (statut d'indépendant auprès de la caisse de compensation, bilans comptables ou autres documents probants).

1068 Une fois le montant de l'allocation fixé, un nouveau calcul
09/20 se fondant sur une base de calcul plus récente est exclu.

5.3 Personnes qui exercent à la fois une activité salariée et une activité indépendante

1069 Les ch. 5050 à 5054 [DAPG](#) s'appliquent par analogie au
calcul du revenu moyen déterminant.

5.4 Abrogé

1069.1 Abrogé
09/20

1069.2 Abrogé
09/20

6. Fixation et paiement de l'allocation

1070 Pour la fixation et le paiement de l'allocation, les ch. 6001 à
6044 [DAPG](#) sont applicables par analogie.

1071 L'allocation est versée en principe mensuellement, à terme
échu.

1072 Les allocations d'un montant inférieur à 200 francs par
mois civil (soit 6,70 francs par jour) ne sont versées qu'une
fois le droit aux allocations éteint.

1073 Les allocations pour perte de gain en raison d'une mise en
quarantaine sont versées en une fois, après que le droit
aux allocations est éteint.

- 1074 Les allocations versées, parce que la garde de leurs enfants par des tiers n'est plus assurée, aux personnes exerçant une activité indépendante peuvent également l'être en une fois après que le droit aux allocations est éteint.

6.1 Imposition de l'allocation et communication aux autorités fiscales

- 1075
04/20 Les indemnités journalières versées dans le cadre de l'allocation pour perte de gain COVID-19 sont soumises à l'impôt sur le revenu. Afin de limiter la charge administrative, une procédure simplifiée – et dérogatoire – a été mise sur pied avec l'AFC (cf. [lettre circulaire de l'AFC n° 183 du 6 avril 2020](#)).
- 1075.1
04/20 Dans le décompte des prestations adressé à l'ayant droit, doit être indiqué que :
- l'allocation pour perte de gain COVID-19 est soumise à l'impôt sur le revenu ;
 - les prestations versées sont communiquées aux autorités fiscales cantonales, et que
 - l'ayant droit doit conserver le décompte des prestations à des fins fiscales.
- 1075.2
04/20 Si l'allocation est versée non pas directement à l'ayant droit mais à son employeur, il n'est pas nécessaire d'indiquer dans le décompte les informations sur l'imposition et sur la communication aux autorités fiscales.
- 1075.3
04/20 Trente jours après le terme de la validité de l'ordonnance ([art. 11, al. 2, de l'ordonnance sur les pertes de gain COVID-19](#)), mais au plus tard le 31 janvier de l'année civile suivant l'année durant laquelle les indemnités journalières sont exigibles, la caisse de compensation doit envoyer aux autorités fiscales cantonales, sous une forme électronique appropriée, une liste contenant au moins les indications suivantes :
- numéro de sécurité sociale (NAVS13),
 - nom et prénom du bénéficiaire de la prestation,
 - adresse,

- pays, code postal et commune,
- période de perception des indemnités journalières,
- nombre d'indemnités journalières,
- montant de l'allocation brute,
- montant de l'allocation nette,
- montant de la retenue à la source (le cas échéant).

1075.4
04/20 Seuls les cas dans lesquels l'allocation est versée directement à l'ayant droit doivent être communiqués au moyen de cette liste.

1075.5
04/20 La liste doit être envoyée aux autorités fiscales du canton de domicile de l'ayant droit ou, si ce dernier est domicilié hors de Suisse, aux autorités fiscales du canton dans lequel se trouve sa caisse de compensation.

1075.6
04/20 Cette communication remplace l'attestation fiscale écrite sur les prestations d'indemnités journalières fournies à l'ayant droit ([art. 127, al. 1, let. c, LIFD](#)).

6.1.1 Procédure d'imposition à la source

1075.7
04/20 La [circulaire sur l'impôt à la source](#) (CIS) s'applique par principe par analogie, avec les dérogations suivantes :

1075.8
04/20 L'ayant droit doit indiquer, dans sa demande d'allocation pour perte de gain COVID-19, si son revenu de l'activité lucrative a été imposé à la source jusqu'à ce qu'il perçoive l'allocation en question. On se base sur ces données. Il n'est pas nécessaire d'enquêter davantage auprès des autorités fiscales cantonales compétentes.

1075.9
04/20 Pour les allocations pour perte de gain COVID-19 soumises à l'imposition à la source, il faut utiliser le barème D ([art. 1, al. 1, let. d, ch. 2, OIS](#)). Cela vaut aussi pour les travailleuses et travailleurs frontaliers en provenance d'Allemagne, pour qui le barème O serait appliqué en principe.

1075.10 Dans le décompte des prestations adressé à l'ayant droit, il faut indiquer qu'il s'agit d'une imposition à la source, que le barème D est utilisé et quel est le taux d'imposition.
04/20

1075.11 Si l'allocation est versée non pas directement à l'ayant droit mais à son employeur, il ne faut pas déduire l'impôt à la source.
04/20

7. Comptabilité et mouvements de fonds

1076 Ces dispositions se trouvent dans les Directives pour le domaine comptabilité et mouvements de fonds dans le cadre de l'allocation pour perte de gain Corona ([DCMF Corona](#)).
04/20

8. Inscription dans le compte individuel (CI)

1076.1 Ces dispositions se trouvent dans les Directives pour le domaine comptabilité et mouvements de fonds dans le cadre de l'allocation pour perte de gain Corona ([DCMF Corona](#)).
04/20

9. Indemnisation des caisses

1076.2 Ces dispositions se trouvent dans les Directives pour le domaine comptabilité et mouvements de fonds dans le cadre de l'allocation pour perte de gain Corona ([DCMF Corona](#)).
04/20

10. Cession, saisie, restitution, compensation, remise de l'obligation de restituer et amortissement

1077 Les ch. 7001 à 7017 [DAPG](#) en matière de cession, saisie, restitution, remise de l'obligation de restituer et amortissement s'appliquent par analogie.

1078 Les ch. 7018 à 7022 [DAPG](#) en matière de compensation ne sont pas applicables.

11. Cotisations au régime des APG

1079 Les ch. 8001 à 8022 [DAPG](#) sont applicables par analogie.

12. Dispositions d'ordre organisationnel et contentieux

1080 Les chap. 9.3 et 9.4 [DAPG](#) sont applicables par analogie.

13. Entrée en vigueur

1081 La présente circulaire entre en vigueur le 17 mars 2020.

Annexe I

09/20 Abrogé